

République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

**TROISIEME CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE
FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT**

**ALLOCUTION DE SEM MACKY SALL
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL**

Addis Abeba, 13 juillet 2015

Monsieur le Premier Ministre Haïle Mariam Desalegn,

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais féliciter et remercier notre hôte, le Premier Ministre **Haïle Mariam Desalegn**. Après Monterrey et Doha, c'est tout un symbole que l'Afrique accueille, ici à Addis

Abeba, la 3^e Conférence internationale sur le financement du développement.

Le Sénégal vient à ce 3^e rendez-vous avec la conviction forte que depuis les deux premiers, les paradigmes ont beaucoup changé ; que face à de nouveaux défis, il faut de nouvelles réponses ; et que si nous voulons avancer sur le chemin du financement du développement, nous ne devons plus appliquer les règles d'une époque révolue à des réalités nouvelles et changeantes.

Monterrey, en 2002, a forgé un consensus pour un partenariat international renforcé au soutien du développement. Nous en connaissons les termes : mobiliser davantage

de ressources nationales et internationales, libéraliser le commerce, renforcer la coopération technique et financière, réduire la dette et améliorer les mécanismes d'appui au développement. Voilà ce qui avait été convenu à Monterrey.

Puis, il y a eu l'étape de Doha en 2008, troublée, hélas, par une crise économique mondiale aigue. Doha a réaffirmé les engagements de Monterrey et souligné la priorité de la sécurité alimentaire et de l'aide aux pays les plus vulnérables.

Treize ans après le Consensus de Monterrey, l'évaluation finale des Objectifs du Millénaire pour le Développement ouvrira, dans

quelques semaines, la perspective des Objectifs de Développement Durable.

Malgré quelques progrès accomplis, le constat est déjà fait que nos résultats sont bien en deçà des engagements convenus.

Des efforts ont été faits sur la dette. Mais son volume reste encore bien élevé. Les subventions continuent d'entraver le commerce, au détriment des plus faibles. L'aide publique au développement, en déclin, montre ses limites. Son efficacité même est altérée par la **disparité des modalités et mécanismes d'intervention.**

Quand je prends l'exemple du Sénégal, certainement illustratif de bien d'autres

situations, l'aide publique compte pour **10% de notre PIB**. Elle fait intervenir **plus de 460 partenaires bilatéraux, multilatéraux et non gouvernementaux** ; chacun avec ses propres modalités, ses propres règles et procédures ; ce qui conduit à la dispersion des moyens, aux chevauchements et à des retards considérables dans la conception et la réalisation des projets.

Pourtant, depuis dix ans, la **Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide**, nous invite à :

- simplifier et rationaliser les procédures pour l'appropriation de l'aide par les pays bénéficiaires et son alignement sur les priorités de ces pays ;

- harmoniser les modalités d'intervention des partenaires ;
- et promouvoir la gestion axée sur les résultats et la responsabilité mutuelle.

Il est tout aussi nécessaire de mettre fin au « ***paradoxe des ressources disponibles, mais non accessibles*** ».

Alors que nombre de pays en développement, affichent des taux de croissance supérieurs à la moyenne mondiale, et ont un besoin crucial de ressources pour financer leur quête d'émergence, ils peinent à mobiliser les capitaux privés disponibles, à cause des règles trop rigides d'accès au crédit.

Ces dernières années, les progrès les plus significatifs dans la mobilisation des ressources pour le financement du développement résultent plutôt des efforts internes, y compris les transferts de la diaspora.

Le Sénégal est fier de l'apport de sa diaspora à l'économie nationale, qui s'établit à **1,7 milliard** de dollars pour l'année 2014.

Quant à l'Afrique, elle est à la croisée des chemins et peut regarder le futur avec espérance. **Mais notre continent a trop longtemps subi le poids de l'histoire pour se satisfaire aujourd'hui d'un rôle de continent du futur. Pour nous, le futur se conjugue au**

présent. Et nous voulons être partie prenante du présent pour préparer le futur en investissant massivement dans les infrastructures. C'est la condition *sine qua non* du développement.

Au titre du NEPAD, nous devons mobiliser **360 milliards de dollars d'ici 2040** pour réaliser les projets du Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA).

Nous pouvons y arriver, si, par une collaboration **franche et solidaire**, nous travaillons tous ensemble pour lever certaines entraves parmi les plus sérieuses aux efforts de développement de l'Afrique.

➤ **Luttons plus fermement contre les flux financiers illicites.** La corruption, la fraude, l'évasion fiscale et autres formes de pratiques illégales font perdre à l'Afrique des ressources estimées entre **30 à 60 milliards de dollars par an.** C'est plus que le montant l'APD.

Le Sénégal salue et continuera de soutenir le partenariat Etats Unis-Afrique contre le financement illicite et l'impunité pour la transparence dans la gestion des affaires publiques.

➤ **Travaillons pour des codes et des contrats miniers justes et équitables,** qui rémunèrent

l'investisseur et protègent les intérêts des Etats et des populations locales.

En juin dernier au Sommet du Château d'Elmau, les Dirigeants du G.7 ont pris l'engagement de mettre en œuvre **l'initiative CONNEX sur le renforcement de l'aide aux pays en développement pour les négociations de contrats complexes, en particulier dans l'industrie extractive.** Il est important que cette promesse soit tenue, car la juste rémunération des ressources minières est le complément indispensable de l'exigence de transparence dans les industries extractives.

➤ **Réformons, enfin, la gouvernance économique et financière mondiale** pour une représentation plus équitable de la diversité internationale et l'assouplissement des règles d'accès au crédit.

En définitive, notre vocation, c'est de prendre en charge le destin de nos pays. Si l'Afrique recevait la juste rémunération de ses ressources, et si elle recouvrait **seulement l'équivalent de 17% de ses ressources frauduleusement placées à l'étranger**, elle pourrait rembourser la totalité de sa dette et financer, sur ses propres ressources, ses besoins de développement.

Voilà, pour le Sénégal, des problèmes essentiels auxquels doit répondre ce 3^e rendez-vous sur le financement du développement.

Nous souhaitons que cette Conférence examine sérieusement ces questions dans un esprit de responsabilité partagée, et **mette en place un mécanisme de suivi des engagements.**

Je vous remercie de votre aimable attention.
